

## La réquisition de chaises

*Jon Palais – Alternatiba & ANV – COP21*

Ces dernières années, par exemple, on est rentré dans des banques qui organisent le système de l'évasion fiscale - on a commencé par HSBC, on est beaucoup aller à la BNP aussi - et on a réquisitionné des chaises, c'est-à-dire qu'on entre dans la banque, on prend des chaises à visage découvert en plein jour, en se photographiant et en se filmant nous-même, en communiquant sur notre action, on l'assume entièrement. Sachant que, d'après le code pénal, c'est du vol en réunion, mais nous on le revendique comme une réquisition citoyenne, en considérant que ces banques ont des comptes à rendre à la population, suite aux révélations qui ont été faites concernant le rôle actif qu'elle joue dans ce système d'évasion fiscale. Ça nous coûte 60 à 80 milliards d'euros par an et des sommes avec lesquelles, à notre avis, il est urgent d'investir dans la transition écologique. Pour nous, la transition écologique se croisant avec les questions sociales. Et on n'imagine pas une transition écologique qui se fasse de manière injuste.

L'idée, c'était de faire un parallèle, c'est-à-dire qu'on a l'air de voler des chaises, mais en fait ce que ça montre, ce que ça révèle, c'est que ce sont les banques qui nous volent quelque chose. Ça c'est une action non-violente parce qu'on n'utilise pas de violence, c'est de la désobéissance civile parce qu'on désobéit à la loi mais en l'assumant en tant que citoyen et en ayant un regard critique sur les lois existantes et leurs insuffisances pour nous protéger de ce vol. Ca place les banques face à un dilemme.

La notion de dilemme dans la stratégie non violente, c'est très important. Là quelle était le dilemme ? Prenons la BNP. Une fois qu'on est venu lui prendre des chaises, elle a le choix entre crier au scandale où faire le dos rond. Si elle crie au scandale, elle porte plainte, elle communique pour dénoncer des actes responsables, voire elle active des soutiens politiques, parce que la BNP, c'est une banque très puissante qui a des connivences avec les pouvoirs en place. Donc elle peut favoriser, une répression, des enquêtes, même si les pouvoirs sont séparés. Si elle fait ça, elle prend un risque de communication qui est important. Si elle s'attaque à des citoyens qui ont pris des chaises, bien sûr, ça va aussi rappeler à tout le monde pourquoi on prend des chaises et donc le fait que elle, prend quelque chose qui est beaucoup plus important que des chaises. En plus, le côté dérisoire de l'objet qui est pris donne à cette action un côté humoristique et donnerait à la répression de cette action un côté ridicule et décalé. Il prendrait le risque d'indigner la population, d'indigner l'opinion publique - on s'attaquerait à quelqu'un qui fait une action non violente pour l'intérêt général, pour un message politique. Donc si elle choisit l'offensive, elle prend le risque d'abîmer son image et de se retrouver dans un traitement médiatique de l'histoire qui pourrait se retourner contre elle.

Par contre, si elle fait le dos rond et qu'elle fait comme si de rien n'était, ce n'est pas non plus une solution confortable parce que ces actions, on n'en a pas fait qu'une. On avait lancé un appel à réquisitionner 196 chaises pour le sommet en marge de la COP 21, qui réunissait 196 États, pour faire un contre sommet et il y a eu plein d'actions de réquisitions de chaises qui visaient beaucoup plus la BNP que d'autres banques. Si elles font comme si de rien était, c'est un aveu de culpabilité quelque part. Personne ne se laisse voler ses objets chez lui sans rien dire. S'ils ne disent rien, c'est qu'ils ont quelque chose à se reprocher. Les banques se retrouvent face à un dilemme où quelque soit leur manière de réagir, nous on a quelque chose à exploiter et eux se retrouvent dans une situation embarrassante.

Ce faisant, sans utiliser de violence, on arrive à perturber les choses, à perturber l'ordre établi, à déranger les apparences - l'image de la BNP qui a pignon sur rue, qui semble ne rien avoir à se reprocher - et cette perturbation est importante parce que, pour faire passer un message qui a du mal à passer, pour faire apparaître une puissante multinationale dans sa part plus obscure, on a besoin de remuer un peu les choses, de déplacer les choses pour que les gens voient la situation avec un regard nouveau.

Il y a d'autres critères, c'est-à-dire que ça, ça fonctionne si c'est non violent. Pourquoi ? Parce que pendant ces actions de réquisition de chaises, on prenait un grand soin d'être calme, d'être à visage découvert et de respecter les personnes qu'on avait en face de nous. Il y a des gens qui prennent les chaises et puis il y a des gens qui viennent expliquer l'action aux employés. On pourrait imaginer que, expliquant l'action, on prend le risque de rater l'action parce que ils vont nous empêcher de prendre les chaises. Mais justement, le fait que, d'abord prendre les chaises ça va très vite, et pendant que quelqu'un explique, les autres personnes prennent les chaises. Les réquisitions de chaises, c'est évident qu'on ne les a pas annoncées à l'avance, sinon la banque serait fermée. Mais il y a quand même de la transparence dans le sens où, au moment de l'action, comme on est à visage découvert et comme on filme l'action, ce qu'on fait est complètement complètement visible et les policiers savent qui a pris les chaises. Donc il y a cette notion de transparence dont on fait une force aussi. Nous on disait, « on rendra les chaises quand les banques auront rendu l'argent ».

On les amène à notre local et la vidéo qu'on publie sur Internet nous voit prendre les chaises dans la banque et les amener jusqu'à notre local. Les policiers nous appellent et nous disent « cette fois-ci vous êtes vraiment allé trop loin, vous avez dépassé les bornes. On peut pas vous laisser aller prendre des chaises dans la banque, c'est pas possible donc on va venir perquisitionner votre local ». Et ce qu'on a fait, nous, c'est qu'on avait réquisitionné 8 chaises, on les a envoyés à des amis, à des alliés. On en a envoyé une à Patrick Viveret. On en a envoyé une au président d'Attac, une au président des Amis de la Terre, puisqu'on liait l'évasion fiscale et le financement de la transition écologique. Si bien que, quand les policiers sont arrivés, ils ont trouvé un certain nombre de chaises. Et les autres, on leur a dit « les autres, on les a envoyées à Patrick Viveret, Attac, les Amis de la Terre ». Alors là, la tête du policier change. On avait imaginé un vrai plan de recel des chaises, c'est-à-dire que si jamais les policiers allaient voir Patrick Viveret, Patrick Viveret avait prévu de donner sa chaise à Edgar Morin, et de dire, « cette chaise, je l'ai donné à Edgar Morin ». Edgar Morin avait prévu de la donner à Claude Alphandéry. donc ce n'était pas possible de récupérer les chaises. Et bien sûr, l'histoire devenait de plus en plus ridicule et pour nous, c'était aussi un moyen d'activer des soutiens. Alors Patrick Viveret, la police ne venant pas, à appeler des journalistes à apporter sa chaise devant les caméras et les photographes à Edgar Morin.

Évidemment, c'est très embarrassant pour la HSBC. La HSBC avait porté plainte, elle se retrouve avec ses chaises que la police est censée chercher, parce que c'était leur boulot de récupérer les chaises qui sont montés à Paris et qui sont chez Edgar Morin. Ça, ça montre bien comment la transparence peut être une force. Tout le monde sait où sont les chaises. La police fait semblant de les chercher parce qu'elle ne peut pas assumer le fait d'aller chercher ses chaises, c'est trop ridicule. Donc il faut faire de la transparence notre force, surtout quand ce qu'on dénonce, c'est l'opacité.